

CONTRE LES ÉTATS ET LEURS FRONTIÈRES : RÉVOLUTION

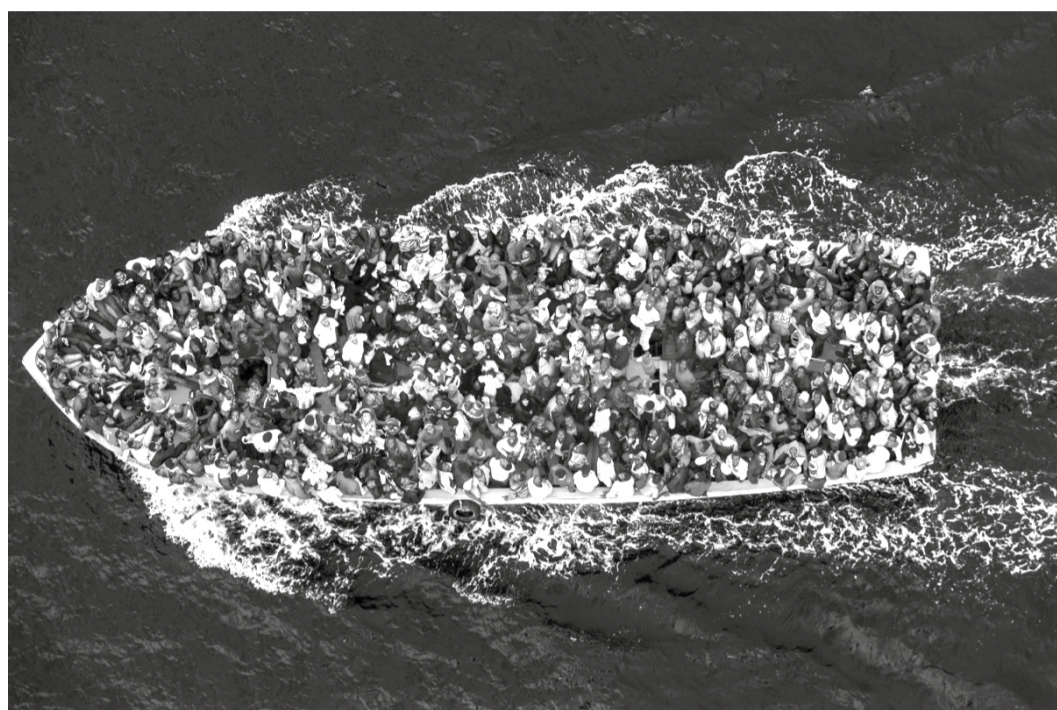
L'HÉCATOMBE CONTINUE DANS LA MÉDITERRANÉE. DES CENTAINES DE PERSONNES MEURENT EN ESSAYANT DE LA TRAVERSER, POUR FUIR LA MISÈRE, LES PERSÉCUTIONS, SOUVENT LA MORT (IL Y AURAIT EU 22000 MORTS DEPUIS 2000, DONT PLUS D'UN MILLIER JUSTE CET ÉTÉ). ICI ILS TROUVENT LA MISÈRE, LA PERSÉCUTION, PARFOIS LA MORT, COMME CEUX QUI, AMASSÉS PAR MILLIERS À CALAIS, SE FONT TABASSER PAR LES FLICS ET PARFOIS MEURENT EN ESSAYANT DE PASSER LA FRONTIÈRE (11 DEPUIS JUIN). À PARIS, POINT DE PASSAGE POUR CEUX QUI TENTENT D'ALLER EN ANGLETERRE OU EN EUROPE DU NORD, POINT DE CHUTE POUR NOMBRE D'ENTRE EUX QUI NE SAVENT JUSTE PAS OÙ ALLER, TOUS LES ROUAGES DE L'ÉTAT FONT LEUR SALE TRAVAIL, LEUR TRAVAIL NORMAL, POUR CHASSER LES IMMIGRÉS SANS-PAPIERS, POUR EXPLOITER DE FAÇON EFFICACE ET RENTABLE TOUS LES PAUVRES (AVEC OU SANS PAPIERS), POUR NOUS GARDER TOUS À NOS PLACES, LABORIEUX ET OBÉISSANTS.

Ainsi, la Mairie de Paris a ordonné, à la fin de ce printemps, l'expulsion d'un campement de fortune du côté de La Chapelle où s'étaient installés des centaines de sans-papiers. Bien sûr, la mairie de gauche a joué ses cartes démocratiques. La première a été celle de la charité : quelques chambres d'hôtel pendant quelques jours (puis retour à la case rue évidemment), pour se justifier devant une opinion publique citoyenne qui n'attend que ce type de justifications. Emmaüs et France Terre d'Asile ont bien joué leur jeu (rentable), en prenant en charge une partie de ces personnes. Mais la gestion de la misère est leur secteur d'affaire, et cela n'a rien à voir avec la lutte pour la fin de la misère. Puis, pour ceux qui sont restés à la rue et ont cherché une solution collective à travers différentes occupations de bâtiments, il y a eu toute la clique des partis de gauche : PC, Verts (qui au passage siègent à la mairie, celle qui les a chassés) et NPA. Ils sont venus se faire de la pub bon marché et faire leur éternel travail de gauche, c'est-à-dire dorer la pilule, faire des promesses, calmer la rage, propager la résignation.

Cependant, la carte la plus tordue que l'État (dans ses différentes composantes) a joué dans cette affaire a été celle de la division et de la récupération. Il s'agit de la carte de l'asile politique. Apparemment, nombreux parmi ceux et celles qui survivaient dans le bidonville de La Chapelle, pourraient avoir le droit à l'asile, arrivant de pays en guerre. De toute évidence, ce « droit » n'est pas garanti du tout et ressemble plus à un loto, payé par le calme de ceux qui le demandent. Mais ce miroir aux alouettes sert surtout à séparer les gentils réfugiés ayant droit à l'asile des méchants sans-papiers qu'il faut juste enfermer dans des Centres de Rétention puis bâillonner et charger dans un avion.

Il est tout à fait compréhensible que des personnes soumises au chantage de la survie quotidienne, face à la menace d'être réexpédiées vers l'horreur qu'ils ont quittée, s'accrochent à l'espoir de l'asile. Mais il faut garder la lucidité de comprendre que cela, même si ça peut être une solution partielle pour des cas précis, ne fait que renforcer la politique anti-immigration de l'État. Et malheureusement ça marche. Déjà le fait que les personnes que soutiennent les sans-papiers les appellent « réfugiés » et demandent leurs « droits » est le signe que tout se joue sur la reconnaissance de ces fameux « droits » de la part de l'État. Des droits qui seront payés par des devoirs et aussi par l'exclusion de tous ceux et celles, l'immense majorité, qui n'ont pas ces mêmes « droits ». Le pouvoir donne des miettes pour calmer quelques esprits et les distraire pendant qu'il enferme et expulse à tout va.

En voyant ce qui s'est passé entre La Chapelle, le Jardin d'Éole, la rue Pajol et maintenant le lycée de la rue Jean-Quarré (occupé par les sans-papiers et leurs soutiens), en voyant les rafles dans les rues tous les jours, la question se pose : qu'est ce qu'on peut faire, qu'est ce que je peux faire, moi, pour empêcher la chasse à l'homme ? De nombreuses « personnes normales » se sont senties interpellées par ce qui se passait, ont apporté du soutien pratique



avec nourriture, vêtements, équipement, d'autres en aidant à l'occupation des lieux ou à leur gestion, etc. Cela est humainement louable, mais ce n'est pas la solution au problème de la chasse aux sans-papiers ni au problème de l'État (dont le premier problème fait partie).

L'État tue, à ses frontières comme en son sein, par la main de ses policiers, dans ses taules... Cette société fondée sur l'autorité et l'argent tue sur les lieux de travail, dans les maisons et aussi de façon silencieuse et inaperçue par la misère, l'abandon, l'atomisation. La seule vraie solution est d'affronter la racine de la question, de s'en prendre à l'État et à toute autorité, ici et maintenant, en refusant les fausses solutions qui ne font que renforcer sa prise sur nos vies.

Il y a quelques années, ici même, à Paris, l'opposition à l'enfermement et à l'expulsion des personnes qui n'ont pas les bons papiers avait pris la forme du sabotage des entreprises qui rendent possible l'existence de cette machine à expulser les indésirables. Constructeurs de CRA, banques qui balancent les sans-papiers, boîtes d'intérim qui les exploitent (qui nous exploitent tous), SNCF et AIR France qui organisent les déportations, les assos' qui cogèrent les camps, tous ont été attaqués, ont perdu une partie de l'argent pour lequel ils participent au marché de l'expulsion. Cet exemple reste valide et actuel et ouvre un champ fertile à l'attaque de tous les aspects de ce monde morbide. Pourquoi ne pas tenter de l'explorer à nouveau ?

Même dans cette résignation généralisée, quand quémander des droits peut paraître une lutte, de petits exemples réchauffent le cœur. Début juin, rue Pajol, les sans-papiers et leurs soutiens organisent un rassemblement ; les flics sont présents en grand nombre et les encerclent. Des jeunes du coin, mus par une saine haine anti-police, commencent à sortir des barres de fer et à s'en prendre aux bleus. Oui, la révolte est toujours possible !

COMME LE DIT UN DES TAGS ANTIÉTATIQUES QUI, DANS LE QUARTIER DE LA PLACE DES FÊTES, ONT ACCUEILLI L'OUVERTURE DU SQUAT DE LA RUE JEAN-QUARRÉ : « CONTRE LES ÉTATS ET LEURS FRONTIÈRES, RÉVOLUTION ! ».

[voir photo ci-dessus, prise dans les rues du 19e arrondissement]

Brevés...

- **BAS LES PATTES !** Le 23 juin à Corbeil-Essonnes, un jeune de 16 ans est arrêté, soupçonné de vol de vélo. Lorsque la voiture de police est sur le point de démarrer pour l'emmener, des proches et amis déboulent, le frère frappe le flic assis à l'arrière et délivre son frère arrêté. Pour couvrir leur fuite, des projectiles sont lancés sur les flics, dont un pavé qui atterrit dans le dos d'un agent. Dommage, malgré deux flics aux urgences, des renforts arrivent et permettent finalement de rattraper les deux frères ainsi qu'un troisième solidaire.

- **LES COLLABOS À PIED** - Le 27 mai une camionnette de JCDecaux est incendiée, près du métro Télégraphe, parce cette entreprise s'enrichit avec l'embourgeoisement des villes et l'exploitation des taulards. Le 14 juin, un utilitaire Eiffage part en fumée à Paris XXe, et le 30 juin c'est au tour de Vinci de perdre une voiture, et la raison en est que ces deux entreprises construisent des prisons. La même nuit du 30 juin, La Poste perd également un utilitaire à Paris : on sait qu'elle balance des sans-papiers aux flics et finance la construction des nouveaux bureaux du Ministère de l'Intérieur. Et rebelote le 16 juillet pour Vinci, qui perd encore une voiture !

En plus, le matin du 22 juin, quelques bourges, bobos qui utilisent Autolib', ex gendarmes ou employés de GDF-Suez, ERDF, ou du Conseil Général de Seine-Saint-Denis se retrouvent à pied, leurs voitures ayant eu leurs pneus crevés...

- **À BAS TOUTES LES CAGES ET LEURS GARDIENS** - Le 9 juin à la maison d'arrêt d'Osny (95), un lieutenant du quartier disciplinaire rappelant le règlement à un détenu se fait en réponse frapper au visage, à la main et aux genoux. Quelques minutes plus tard, un détenu met le feu à sa cellule dans la même prison, réitérant ce qu'il avait déjà fait la semaine précédente. Dans un autre bâtiment, un prisonnier a roué de coups un surveillant. Bien sûr, en réponse à ces expressions de rage face à l'humiliation et à la punition institutionnalisée, ce système ne sait proposer que des punitions supplémentaires. Comme si cela réglait le problème...

- **CINQ ÉVASIONS DU CENTRE DE RÉTENTION** - La nuit du 30 juin au 1er juillet, cinq sans-papiers détenus au Centre de rétention de Palaiseau (91) se sont évadés d'une cellule du premier étage : ils ont scié et enlevé un barreau, ont noué leurs draps en guise de corde pour descendre puis ont coupé les

grillages. Quatre ont été retrouvés par les flics, ont tenté en vain de résister à leur arrestation et blessé deux policiers, mais le dernier court toujours. Pas de permis pour vivre libre !

- **CHAQUE ÂGE SACCAGE SA CAGE** - Des écoles saccagées, il y en a souvent. Faut croire que l'institution scolaire est rarement considérée comme épanouissante. Le premier août à la maternelle des Mézereaux à Melun, c'est toute une troupe de vingtaine d'enfants qui s'y est donnée à cœur joie dans le hall, les couloirs, les sanitaires et la salle de motricité, reversant les meubles, étalant partout colle et peinture, brisant les vitres et déchirant les cahiers. Âgés de 5 à 13 ans, ils seront auditionnés avec leurs parents au commissariat (!). Les réparations sont estimées entre 10 000 et 30 000 euros.

- **PAF LE CONTRÔLEUR** - L'après-midi du 21 juillet, trois contrôleurs posant leur habituelle question dans le RER A se sont vu répondre par des coups par un homme décidé à ne pas leur présenter de carte ou de billet, patte blanche d'une bonne participation au racket économique des transports qui finalement ne nous emmènent souvent que nous faire exploiter ou consommer. Il a pu s'enfuir à l'arrêt suivant. Bonne réponse !

Les marcheuses arrêtées, les flics courent toujours



Cela faisait déjà plusieurs années que les prostituées de Belleville (d'origine chinoise pour beaucoup) subissaient le harcèlement dégueulasse et incessant des flics du quartier que connaissent tous les immigrés et les pauvres qui y vivent. Comme si le mépris social et les risques permanents qu'impliquent leurs moyens de subsistance ne suffisaient pas, dans leur entreprise méticuleuse visant à aseptiser le boulevard pour le rendre présentable aux riches venus s'en délecter et le rendre insupportable aux pauvres qui y vivent ou y travaillent encore, les flics sont donc passés à un cran supérieur de répression. Depuis le mois de mai dernier, ils n'ont eu de cesse d'effectuer des contrôles d'identité auprès de celles qu'ils identifiaient comme des prostituées, allant jusqu'à les suivre chez elles pour confisquer ou déchirer leurs papiers. Ils les ont prises en photo avec leurs portables, leur ont interdit de marcher dans le quartier par la menace et l'intimidation et au moins sept d'entre elles ont fini en centre de rétention. Il n'y a plus eu de nouvelles de ces dernières depuis.

Comme tant d'autres que les vagues du capitalisme ont brisés contre les frontières, elles étaient venues en France avec l'idée de gagner de l'argent pour faire vivre leurs familles restées au pays. Mais arrivées ici, il est bien rare qu'elles trouvent un emploi suffisant, la somme d'argent

réclamée par les passeurs pour le trajet étant énorme à rembourser et leur condition clandestine ne leur laissant que peu de choix, elles se retrouvent obligées de faire le trottoir et de vivre entassées et nombreuses dans de minuscules appartements pour économiser leurs maigres ressources.

Pour tenter de répondre à cette chasse policière, des prostituées ont organisé un rassemblement à Belleville le 24 juin et un balayage symbolique du quartier avec les soutiens qu'elles ont pu trouver. On pouvait donc y voir pêle-mêle des représentants du syndicat de la magistrature (donc venant de l'intérieur du système répressif lui-même!) et du planning familial, mais aussi de groupes militants comme le Collectif féministe « 8 mars pour TouTEs » ou le FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés) et bien évidemment le Strass (Syndicat des travailleurs/ses du sexe), toute une nébuleuse militante qui a pu profiter du racolage médiatique en montrant son bon cœur, sans trop en demander non plus.

Si l'intention du rassemblement était plutôt d'interpeller les politiques par le biais des médias pour faire cesser les intimidations policières, comment ne pas voir dans cette symbolique du balayage le spectre de ce que les gestionnaires veulent eux-mêmes faire subir au quartier pour le rendre plus rentable en attirant une population plus riche, dont fait partie le fait de « nettoyer » Belleville de ses pauvres, ses clandestins, y compris les prostituées ? De plus, la répression policière n'est que la partie visible d'un iceberg, et s'y attaquer exclusivement laisse intacts les fondements de la domination capitaliste qui créent les conditions de sans-papiers, prostituée ou toute autre situation d'oppression créée par l'argent, le travail, les Etats et leurs frontières. Pour le dire simplement, nous pensons que la seule manière de faire disparaître l'exploitation et la misère est d'adopter une posture offensive contre ceux qui la produisent, y compris les syndicats et organisations qui tendent à aménager cette exploitation pour rendre plus acceptable le monde de merde dans lequel nous vivons.

14 juillet tous les jours !

Certes, le 14 juillet est un peu rendez-vous rituel de défi lancé aux flics. Les bleus se préparent, les journalistes ont déjà des articles tout prêts, il suffit juste d'ajouter le nombre exact de voitures brûlées et d'interpellations et le tour est joué, à la prochaine. Mais cette année il y a eu quelques jolies nouveautés. Tout d'abord, même si les flics se sont appliqués pour contenir ces joyeuses festivités (avec 603 GAV, ce qui représente 68% de plus que l'année dernière), celles-ci se sont déroulées plus joliment. Sur toute la France on dénombre 721 voitures brûlées, ce qui est bien plus que l'année précédente, mais surtout on y a vu une nouvelle détermination à viser directement les flics, notamment en région parisienne. Ce sont des commissariats qui sont pris pour cible, comme à Garges-lès-Gonesse, ou encore à Montigny-lès-Cormeilles (où le poste de police a été visé par deux jets de cocktails Molotov), à Noisiel ou encore à Fosses où plusieurs Molotov ont été jetés sur le bâtiment de la Gendarmerie. À Trappes et Conflans-Sainte-Honorine aussi des fusées d'artifices ont atteint les commissariats.

Aux Ulis, une quarantaine de personnes s'en prennent d'abord à des patrouilles de flics, puis se dirigent vers le commissariat, qui est visé avec mortiers et jets de pierres. Les flics parviennent à chasser les assaillants, mais ceux-ci reviennent à la charge encore deux fois dans la nuit. Cela n'est pas nouveau, apparemment c'est la troisième fois en 15 jours que le commissariat des Ulis se fait caillasser, et le lendemain ce sont les gendarmes mobiles arrivés en renforts qui ont été pris pour cible... Tandis qu'à Neuilly-Plaisance, un véhicule de la police municipale a été incendié directement dans leurs locaux.

Les flics en intervention se sont fait canarder un peu partout, comme à Argenteuil, où de dures échauffourées ont duré deux nuits. Parfois c'est un guet-apens : un incendie de poubelle ou de voiture pour attirer les pompiers et les flics en zone connue, puis ce sont des pierres, pétards et mortiers qui tombent. Et il y a aussi des bâtiments publics qui mangent. Ce fut le cas d'une médiathèque et de l'école de la deuxième chance à La Courneuve, de la Maison pour tous à Stains et d'un collège à Dammarie-les-Lys, tous détruits par les flammes, tout comme un centre commercial à Sarcelles.

Dans la banlieue de Lyon les échauffourées ont commencé le week-end juste avant le 14 juillet, avec une série de jets de projectiles, dont une grenade à plâtre sur le commissariat de Vaulx-en-Velin et l'incendie d'un supermarché à Venissieux. À Dunkerque une école et la Maison des services sont incendiées, tout comme les bureaux de la police municipale de Meylan (38). À Angers, quelqu'un profite du fait que les flics descendent de leur voiture pour chercher les auteurs d'une intrusion à la CAF pour bouter le feu à leur voiture ! Deux voitures de flics se sont aussi pris des Molotovs dans le 3ème arrondissement de Marseille.

Comme nous le disions, tout cela risque un peu d'être réduit à du folklore, une ou deux fois par an (avec le 31 décembre). Mais serait-il possible que ça ne s'arrête pas, que ces flambées rituelles se transforment en un feu nourri qui dure ? Que toutes les nuits soient le 14 juillet ? Les raisons ne manquent certainement pas, ce qu'il faudrait serait plus d'oxygène, pour aller de la rage vers la révolte, puis vers la révolution... Alors feu à volonté !

Eiffage bâtit les prisons du XXI^e siècle

Avec 69.000 salariés et un chiffre d'affaire de 14 milliards d'euros, le groupe Eiffage est un géant du BTP (le troisième en France, derrière Vinci et Bouygues) et comme tous les gros patrons du béton, ils trouvent en l'État un client privilégié. Bureaux (comme l'ensemble « Garance », dans le XX^eme, pour le Ministère de l'Intérieur), écoles, hôpitaux, ponts, autoroutes (dont Eiffage est aussi gérant), vidéosurveillance, fibre optique (8 contrats avec des communautés locales, pour 5200 km de fibre optique pour communications haut débit), lignes ferroviaires (ils participent au projet de ligne TGV Lyon-Turin)... et ils se sont bien entendu jetés sur les juteux marché du Grand Paris : pour commencer ils ont obtenu les travaux du prolongement de la ligne 14 du métro, de Saint-Lazare à la Porte de Clichy.

Eiffage construit aussi pas mal de taules, dont ensuite ils assurent l'exploitation et la maintenance dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (touchant de gros loyers du Ministère de la Justice). Selon leur publicité il ne s'agit de rien de moins que « la prison du XXI^e siècle [...] ces prisons de nouvelle génération concilient sécurité maximale et qualité des conditions d'hébergement ». Ils ont construit les taules de Maubeuge (finie en 1990), puis le lot comprenant celles de Roanne, Lyon-Corbas, Béziers et Nancy-Maxéville vers la fin des années 2000. Eiffage Construction Provence a construit entre 2005 et 2008 le quartier de semi-liberté et le centre pour peines aménagées de la Maison d'Arrêt d'Aix-Luynes. À Rodez, une MA de 100 places a été livrée en 2013, tandis qu'à Perpignan leurs pots-de-vin pour obtenir le marché pour la rénovation des miradors étaient trop visibles et Eiffage a dû payer une grosse amende. Les travaux de réhabilitation de Fleury-Mérogis sont en cours, tout comme le chantier de la prison de Marche-en-Famenne, en Belgique.

On doit aussi remercier Eiffage Construction pour les gendarmeries de Châteauroux (36) et de Mézidon (14), ainsi que deux autres gendarmeries dans le Calvados. Ce sont également eux qui ont construit le siège national de la gendarmerie (DGGN) à Issy-les-Moulineaux. Mais pour ne pas faire de préférences, ils ont construit aussi le commissariat de Hyères et celui de Draguignan et restructuré le Palais de justice de Strasbourg.

Une des entreprises du groupe Eiffage est Clemessy, spécialisée en ingénierie industrielle. Elle compte un département Nucléaire, qui est partie prenante de la filière électronucléaire française depuis ses débuts, c'est-à-dire la construction de la centrale de Fessenheim, en 1970. Moyennant un demi milliard d'euros, Clemessy devra fournir à EDF les groupes électrogènes d'urgence pour l'ensemble des réacteurs français (une mesure de sécurité décidée suite à l'accident de Fukushima - comme quoi on fait rentrer même les désastres dans la machine capitaliste). L'entreprise sœur de Clemessy, Eiffage Construction Métallique, participe elle aussi à l'industrie nucléaire, par exemple avec les travaux de l'EPR de Flamaville, des fournitures pour les centrales de Gravelines, Chooz et Cattenom, ou en vendant le « savoir-faire français » en Finlande ou en Chine aux côtés d'Areva.

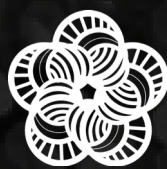
Cela va sans dire qu'à force de construire des cages (ou autres merdes) Eiffage devient la cible d'une certaine rage - et comme une boîte de BTP ça a des véhicules un peu partout, parfois il suffit d'ouvrir ses yeux et la rage s'enflamme...

Voici une petite liste des actes de rage qui ont visé Eiffage ces dernières années et dont on a pu avoir connaissance. Elle est peut-être incomplète, certaines choses nous ayant échappé, mais surtout nous espérons qu'elle se rallonge de plus en plus par le futur. Sauf indication contraire, ces différentes attaques ont toutes été clairement revendiquées comme visant l'implication d'Eiffage dans la construction de prisons.

- **Début décembre 2012, Roanne (42)** : une camionnette Eiffage est partie en fumée. Quelques jours après, des litres d'huile pour moteur ont été déversées en travers de la seule route qui mène au centre de détention.
- **Octobre 2012, Paris et Montreuil** : un camion Eiffage a ses pneus crevés, une voiture les pneus crevés et une vitre cassée (d'autres actions similaires sont menées ces jours-là, en solidarité avec la ZAD de Notre-Dames-des-Landes et contre ce monde).
- **15 avril 2013, Pontcharra-sur-Turdine (69)** : quatre engins de chantier Eiffage sont incendiés, 500.000 euros de dégâts ; action non revendiquée.
- **12 mai 2013, Rennes** : incendie d'un engin Eiffage. Action revendiquée contre la ligne LGV Paris-Rennes.
- **3 octobre 2013, Pantin (93)** : incendie d'une camionnette Eiffage (et d'une voiture Vinci).
- **6 octobre 2013, Paris** : incendie d'une camionnette Eiffage.
- **26 octobre 2013, Paris** : un utilitaire d'Eiffage Energie brûle.
- **26 octobre 2013, Besançon** : les vitres d'un bureau d'Eiffage Immobilier se font éclater à coups de pierres, tout comme un panneau JCDecaux ; le même soir, un engin du chantier du tram a son réservoir saboté. Actions revendiquées contre la gentrification.
- **4 mars 2014, Exincourt (25)** : un incendie ravage un bâtiment de 800 m² appartenant à Eiffage et détruit des engins de chantier ; action non revendiquée.
- **14 septembre 2014, Paris** : incendie d'une voiture Eiffage.
- **1er mars 2015, Montreuil (93)** : incendie d'une camionnette Eiffage.
- **25 mai 2015, Besançon** : destruction du réservoir d'une pelleteuse Eiffage, qui construit des logements de luxe et un centre commercial en centre-ville.
- **14 juin 2015, Paris** : un utilitaire Eiffage part en fumée.

 **EIFFAGE**

Lucioles est un bulletin mensuel, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour de Paris (et sa région) et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des potentialités de rupture



vis-à-vis de l'Etat, du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.